

DOSSIER MURAMBI

Identification du témoin

Désiré Nteziryayo

Date de naissance : 1954

Lieu de résidence avant et pendant le génocide

- Cellule Mugari
- Secteur Nyanzovu
- Ex-commune de Karama

Etat civil : Marié à Languide Mukankusi ; père de 5 enfants.

Profession : Bourgmestre de Karama jusqu'au génocide

Résidence actuelle : Prison centrale de Gikongoro depuis le 29 décembre 1994

Je suis tout à fait d'accord que ma population a participé au massacre des Tutsis à Murambi. L'opération a été organisée à mon insu par Kabera, conseiller de secteur Muganza. Je pense qu'il travaillait de connivence avec des autorités préfectorales. Son secteur est plus proche de Murambi. Après les tueries, j'ai appris que le nommé Lindiro, cellule Kiraro, secteur Muganza, un des policiers de ma commune, a été récompensé d'une vache pour avoir fusillé beaucoup de Tutsis. Le prix lui a été attribué par la gendarmerie et des autorités préfectorales.

L'esquisse d'une histoire des massacres de Murambi et Cyanika montre qu'elle tire la source dans la commune Mudasomwa. Je me rappelle que l'incendie des maisons et le système de traquer des Tutsis a commencé dans le secteur Kibirizi, de la commune précitée. Le lendemain du 7 avril, les secteurs de ma commune frontaliers de Mudasomwa ont été en violence, notamment Muganza. Ce sont les interahamwe de Mudasomwa qui ont envahi notre commune en premier lieu. Ils portaient des scienda et des feuilles de bananiers. Toutes les violences ne visaient que les Tutsis. Ceux qui habitaient tout près de Nyamagabe se sont réfugiés à la paroisse de Gikongoro. D'autres se sont amassés à la paroisse de Cyanika. Une chose que j'ai essayé de faire est d'aller contrecarrer le mouvement des interahamwe de Mudasomwa. Ils envahissaient notre commune par le secteur Muganza, en cellule Kiraro. Je n'ai pas pu réussir. Ils disaient que celui qui oserait combattre leur plan, serait pris dans le même panier que les Tutsis. J'ai alors préféré fermer les yeux à ce qui se passait de tant plus que j'étais membre du parti PSD, antagoniste du MRND et CDR.

Lorsque les Tutsis sont devenus nombreux à la paroisse de Cyanika, le curé de la paroisse, l'abbé Niyomugabo, tué aussi, est venu me demander l'intervention. Nous sommes partis ensemble pour trouver le sous-préfet Joseph Ntegeyintwali, en prison de Gikongoro. Celui-là devrait prendre la décision de livrer la nourriture aux réfugiés. Nous avons un stock stratégique de la commune. La nourriture était insignifiante face à une multitude de Tutsis qui se trouvaient à Cyanika. Jusque le 12 avril, nous avons dénombré plus de 5000 personnes. Mais leur nombre s'est accrue jusqu'à leur exécution.

En date du 13 avril, j'ai me suis rendu en ville de Gikongoro pour répondre à une invitation à la réunion du préfet. Nous nous sommes réunies dans la salle polyvalente de CIPEP. Je me trouvais avec mes collègues des communes plus proches du bureau de la préfecture, notamment :

- Félicien Semakwavu de Nyamagabe ;

- Charles Munyaneza de Kinyamakara ;
- Emmanuel Nteziryayo de Mudasmwa ;
- Gashugi de Karambo.

En réalité, la réunion n'a rien plaidé pour les réfugiés. Le message émis par le préfet ne m'a pas été clair. Il nous a dit que le pays se trouvait dans une situation alarmante. Il nous a enjoint de prendre des mesures adéquates pour contrecarrer l'ennemi qui pourrait se faufiler dans la population. Concernant la sécurité de Tutsis, chaque commune a eu des gendarmes pour les garder sur les lieux de refuges. La mienne a reçu 6 gendarmes devant rester à Cyanika. Quant aux stratégies de mettre à terme les turbulences qui sévissaient dans les campagnes, nous n'avons pris aucune décision. En tout cas nous n'avons pas donné le poids à la protection des Tutsis. Le moyen de les nourrir n'a pas été non plus une préoccupation prépondérante dans la réunion. L'information qui nous a été parvenue de la part du préfet, est que la Caritas diocésaine allait être en charge des réfugiés.

Notre préfecture affichait trois partis politiques plus importantes que les autres, à savoir le MRND, le PSD et le MDR. Depuis le 7 avril, les politiciens du PSD semblaient être écartés de la scène politique. C'est mon cas dans ma commune. Je ne pouvais pas défendre les Tutsis de peur d'être considéré comme complice des inkotanyi. Le massacre à Kibeho a débuté le même jour où s'est tenue la réunion à la préfecture. Notre préfet n'a pas soulevé les exactions qui se passaient. Le lendemain, les Tutsis qui se trouvaient dans l'église des Pentecôtistes de Maheresho ont été attaqués. Le grand nombre y succombèrent. Les tueries se sont passées dans la commune Rukondo, avoisinante de la mienne. Nous faisons partie de la sous-préfecture Karaba. J'ignore si notre sous-préfet a informé des autorités à la préfecture sur le massacre, mais aucune intervention n'a été faite.

La ville de Gikongoro a affiché la visite du président Théodore Sindikubwabo le 19 avril, en plein massacre dans plusieurs communes. Il y avait quatre jours que les tueries à Kibeho venaient de coûter la vie d'une multitude de Tutsis. Les bourgmestres ressortissants du parti MRND y ont été seulement conviés, notamment :

- Semakwavu de Nyamagabe ;
- Gashugi, de Karambo. On dit qu'il est décédé au Congo ;
- Charles Munyaneza, de Kinyamakara, en Zambie ;
- Munyurangabo de Rwamiko. Il est mort en prison.

J'ai été au courant du déroulement de la réunion grâce à ma rencontre avec le bourgmestre de Kinyamakara. Il m'a dit que Sindikubwabo leur a donné l'ordre d'éliminer tous les Tutsis. Cela n'a pas traîné à se réaliser. Le 20 avril a été marqué par des massacres d'envergure à Murambi et à Cyanika. Moi, en tant que bourgmestre de Karama, je n'ai rien fait face aux tueries de Cyanika. J'ai eu l'intention d'aller sur le lieu. Cependant, j'ai été empêché par Faustin Nsabikunze, président du PSD. Il m'a dit que je pouvais avoir des accrochages avec Joseph Ntegeyintwali, organisateur de massacre. Plus de 5000 sont donc morts sans le secours des autorités. Moi, j'ai fermé les yeux à ce qui se passait d'autres ont prêté main forte aux sanguinaires. Ntegeyintwali avait un mégaphone qu'il utilisait pour diriger les massacres. Il avait aussi participé à la réunion de Sindikubwabo. Les tueries ont duré toute la journée, de 7 heures à 17 heures. A leur issue, les miliciens ont eu l'occasion de piller les patrimoines des victimes. La paroisse de Cyanika n'a pas non plus été épargnée.

Le lendemain de massacre, j'ai reçu une lettre envoyée par le préfet. Il m'ordonnait d'organiser l'enterrement des victimes. Il me disait aussi de les mettre loin de la route, dans un milieu caché. Il voulait effacer des signes qui pourraient attester l'horreur commise. Je lui ai fait un coup de téléphone pour lui signifier que je ne pouvais pas mobiliser des gens pour s'atteler à la tâche. Il a pris la décision de m'envoyer des détenues de la prison centrale de Gikongoro et un bulldozer pour accélérer l'enterrement.

Tous les moyens promus sont arrivés le même jour aux environs de 11 heures. Le nombre des détenues atteignait 100 personnes. J'ai respecté les ordres du préfet. Le bulldozer a creusé dans un milieu retiré de la route, à 500 mètres. Les prisonniers amassaient des cadavres et les chargeaient dans la machine pour aller les enfouir. Les travaux ont pris fin le soir.¹

¹ Témoignage recueilli le 16 janvier 2004 à Nyamagabe.